

Format de citation

Voilliot, Christophe: Rezension über: Emmanuel Jousse, Les hommes révoltés. Les origines intellectuelles du réformisme en France (1871-1917), Paris: Fayard, 2017, in: Revue d'histoire du XIXe siècle, 2018, 57, DOI: 10.15463/rec.123714980

rh 19

copyright

Cet article peut être téléchargé et/ou imprimé à des fins privées. Toute autre reproduction ou représentation, intégrale ou substantielle de son contenu, doit faire l'objet d'une autorisation (§§ 44a-63a UrhG / German Copyright Act).

Il n'est pas certain que le livre d'Emmanuel Jousse – issu d'une thèse de doctorat en histoire contemporaine soutenue en 2013 à l'Institut d'études politiques de Paris – corresponde aux attendus théoriques ambitieux de son introduction, en particulier à la notion de « concept antonyme asymétrique », empruntée à Reinhart Koselleck. Il n'est pas certain non plus que le réformisme envisagé comme « discours de l'entre-deux qui veut comprendre le monde sans y réussir parfaitement » (p. 9) puisse apparaître comme aux origines de quoi que ce soit de contemporain, sauf à établir une incertaine concordance des temps avec le socialisme hexagonal pratico-inerte du XXI^e siècle. Malgré ou peut-être grâce à ces restrictions, E.

Jousse nous propose un livre d'histoire politique passionnant sur l'histoire du socialisme en France au tournant du XX^e siècle (1). Les débats politiques et doctrinaux sont restitués de manière précise et la mise en contexte est rigoureuse, tout juste pourra-t-on regretter que les rapports entre les partis socialistes et le syndicalisme ne soient étudiés de manière systématique qu'à compter de 1906.

Ce livre s'inscrit dans un renouveau historiographique qui explore d'autres fils conducteurs que l'implantation du marxisme en France (2). Il donne à voir la diversité des socialismes et éclaire d'un jour nouveau la synthèse jaurésienne en mettant l'accent sur l'action gouvernementale d'Alexandre Millerand et d'Albert Thomas. La thèse défendue est que le réformisme ne peut se réduire à la négation de l'idéal révolutionnaire, mais apparaît dans les luttes politiques postérieures à la Commune comme un « possible » du socialisme français, possible dont les idées révolutionnaires ne sont pas absentes. L'ouvrage est organisé de manière chronologique et analyse successivement la reconstruction du mouvement ouvrier dans les années 1870, l'inscription progressive des partis socialistes dans les luttes électorales et les débats complexes que vont susciter la « défense » des institutions républicaines puis la participation ministérielle. Cette dynamique politique est inséparable des débats doctrinaux qui s'inscrivent dans l'histoire de la première puis de la seconde Internationale. Ce jeu à deux étages est nécessairement complexe, car si les réformistes français ont en commun la volonté de limiter l'hégémonie de la pensée de Marx et Engels, ils ne cessent pas pour autant d'alimenter des oppositions entre organisations concurrentes pour le monopole de la représentation de la classe ouvrière. L'Internationale initialement « instance de délibération » se métamorphose en « instance d'arbitrage » (p. 289) des débats nationaux après 1896. L'auteur insiste ensuite sur les inflexions que va apporter au mouvement ouvrier une nouvelle génération de militants trop jeunes pour avoir participé à la Commune et représentatifs des « couches nouvelles » chères à Gambetta et auxquels le régime républicain avait ouvert des carrières. La politisation de ces intellectuels, estime E. Jousse, se fonde « sur un impératif moral posé par l'affaire Dreyfus et sur un impératif politique posé par l'unité » (p. 342). Jaurès saura habilement incarner ce double impératif, sans pour autant abandonner les revendications ouvrières initiales du parti socialiste. Après la condamnation de l'expérience ministérielle de Millerand (1899-1902), c'est néanmoins progressivement un « réformisme de techniciens » qui va s'imposer au sein de la SFIO, réformisme qui va trouver son aboutissement dans la participation au gouvernement de guerre jusqu'en 1917 et, en retour, subir une « condamnation radicale » (p. 372) dans l'après-guerre et dans le sillage de la révolution russe, associé « à la honte d'avoir pris part à la boucherie » et « redoublant le soupçon de trahison instillé depuis l'expérience Millerand » (p. 375). C'est ainsi que le mot, déjà suspect, de réformisme fut transformé en « mot coupable » après 1917.

Notes

1 Du même auteur, on lira également avec intérêt *Réviser le marxisme ? D'Édouard Bernstein à Albert Thomas (1896-1914)*, Paris, L'Harmattan, 2007.

2 En particulier le dossier du numéro 30 (2012/1) de la revue *Mil neuf cent* consacré au « réformisme radical », le livre de Sylvie Rémy sur les socialistes indépendants dont notre

revue a rendu compte dans son numéro 44 (2012/1) et l'ensemble des travaux de Michel Cordillot et Claude Latta sur Benoît Malon.